

NOUVELLE SÉRIE — N° 48

14^e Année — 16 Décembre 1909



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME



SOMMAIRE :

- G. DEHERME *Les Facteurs de la Dépopulation française. I.*
PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
G. DEHERME *Les Livres qui font penser.*

Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

BERNARD GRASSET, ÉDITEUR

7, rue Corneille, 7

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Éducation Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'Union Coopérative des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — L'Union Coopérative doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.

Etranger, 6 fr.

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : A. GALLOIS

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Les Facteurs de la Dépopulation française ⁽¹⁾

I

Un fait social constant est déterminé par des faits sociaux. Les antécédents physiques ne sont jamais que des éléments composants. C'est donc une grave faute de méthode que de s'en tenir à ceux-ci. Il vaut mieux les omettre, comme font les empiriques, que de leur supposer un rôle prépondérant. Parfois les rebouteurs sont préférables aux vétérinaires qui se prétendent médecins. Le plus chimérique socialiste est souvent moins loin de la réalité sociale que l'outrecuidant économiste.

Ainsi, par exemple, un anthropologiste sera porté à donner à la dépopulation française une origine biologique, et un économiste une cause mercantile. C'est trancher du supérieur par l'inférieur, du complexe par le simple, du tout par la partie.

On a vu d'où provient la fatigue physiologique dont quelques indices apparaissent dans les villes. Il en

(1) Voir n^{os} 44, 45, 46, 47 : « La Loi de Malthus » ; « La Surpopulation » ; « Le Néo-malthusisme » ; « La Dépopulation française ».

est de même pour toutes les soi-disant causes biologiques qui se peuvent relever.

Sans doute, il y a une stérilité involontaire. Sur 11 millions de familles françaises, 1.800.000 sont sans enfants. Les professeurs Pinard et Richet estiment que la majeure partie, soit plus d'un million, doivent leur impuissance aux maladies vénériennes contractées dans la jeunesse par un des conjoints, surtout par l'homme. Mais la stérilité complète est aussi fréquente à l'étranger. Le professeur Neisser, de Breslau, déclare que 40 à 50 p. 100 des mariages stériles doivent leur stérilité à des affections gonorrhéiques. Noeggerath nous assure que sur 1.000 hommes mariés à New-York, 800 sont ou ont été atteints de gonorrhée. La Russie, notamment, qui a le plus fort taux des naissances en Europe (48 p. 1.000), a bien plus d'avariés que la France.

Au surplus, s'il cessait d'être exact que les Français ont un premier enfant aussi souvent que les autres et qu'on dût l'imputer à la propagation des maladies vénériennes, il resterait à creuser encore pour trouver les racines sociales de cette impure floraison. Qu'elle s'épanouisse surtout dans les grandes villes, cela ne laisse point d'être significatif.

En 1896, le docteur Canu affirmait que « l'ovariectomie a fait plus de mal à la France en dix ans que les balles en 1870 ». D'après lui, il y avait alors 500.000 Françaises sans ovaires. L'ovariectomie strictement thérapeutique serait pourtant rarement indiquée. Mais les femmes qui sollicitent, paraît-il, cette opération et les chirurgiens qui les opèrent savent ce qu'ils veulent. Et ce qu'ils veulent, s'ils ne l'obtiennent point de cette manière, ce sera d'une autre, non moins nocive.

M. Vacher de Lapouge s'écarte autant de la méthode positive quand il écrit : « Le rôle de la volonté proprement dite est encore moindre qu'il ne paraît. C'est qu'en réalité cette apparente volonté est la conséquence d'un rétrécissement ou d'une perte complète de l'instinct de la paternité, et surtout de la maternité, et je regarde cette perte comme une conséquence du conflit des hérédités mentales. L'indifférence de l'avenir, le peu de souci de laisser des enfants, la dysgénésie réelle paraissent des syndromes communs de cet état neutre qui chez les races métissées précède immédiatement la dislocation. L'instinct le plus nécessaire à l'espèce, le plus primordial, le plus loin hérité se trouve tellement affaibli qu'il est mis en échec par des considérations de l'ordre le plus misérable, et cet affaiblissement a une importance qui dépasse de beaucoup celle des causes occasionnelles ».

Il est douteux que le métissage en France ait déjà l'énorme importance que lui accorde ce savant. Le prouverait-on dûment qu'il faudrait remonter aux sources sociales de tout ce qui nous entraîne contre notre courant naturel, contre l'instinct de vivre et de se développer. J'ai déjà fait remarquer que ce phénomène collectif est de même nature que le suicide. Or le suicide est propre à l'homme, animal social.

On a soutenu que la population croît chaque fois que le rapport entre les ressources et les besoins augmente, et décroît s'il diminue. Cela n'est vrai que si l'on entend bien que les ressources dépendent de l'organisation sociale et les besoins de l'éducation sociale. Si l'on ne donne à cette formule vague qu'un sens économique, on se trompe encore. M. Yves Guyot a écrit : « Toutes les causes qui peu-

vent raréfier le travail, par conséquent abaisser le salaire, provoquer le chômage, rendre la vie matérielle plus onéreuse, grever d'une cherté factice les objets d'alimentation indispensables, constituent des obstacles économiques au développement de la population. » La logique économique ne vaut que pour les choses économiques. Dans les questions sociales qui les dominent. Cette logique nous fourvoie. Le prix des subsistances, le taux des salaires, la misère peuvent influencer sur la mortalité, non sur la natalité. Or la mortalité n'est pas en jeu. Au reste, ce sont les plus pauvres qui ont le plus d'enfants.

Des socialistes s'en prennent au machinisme, qui remplace les hommes. Or les départements qui ont encore un excédent des naissances sont précisément ceux où le machinisme est le plus développé, le Nord et le Pas-de-Calais, par exemple. La machine, au contraire, surexcite l'activité industrielle, et donc nécessite une main-d'œuvre de plus en plus nombreuse. D'ailleurs, les pays de grande industrie comme la Belgique, l'Allemagne, l'Angleterre ne se dépeuplent point.

*
**

La mortalité, ai-je dit, n'est pas en cause. Elle diminue en France comme dans les autres pays. Elle était de 26,2 pour 1.000 habitants en 1806-1810, de 23,2 en 1841-1850 et de 22 en 1881-1890. En 1906, elle était de 14,8 en Hollande, 18,2 en Allemagne, 22,5 en Autriche, 15,6 en Grande Bretagne, 20,8 en Italie, 34,7 en Russie et 19,9 en France.

Elle serait bien moindre pour nous, s'il n'y avait encore une trop forte mortinatalité de 1 p. 1.000 habitants et si le cinquième de nos bébés, soit 170.000,

ne mouraient point avant deux ans. La loi Théophile Roussel, qui interdit aux mères d'être nourrices au sein tant que leur propre enfant n'a pas sept mois, a fait beaucoup. Elle ferait plus encore si elle était mieux appliquée. On sait ce que fut l'industrie abominable des remplaçantes. Sous l'Empire, le docteur Le Bon disait que cette industrie faisait « plus de victimes que n'en font la guerre, le choléra et tous les fléaux réunis ». Certaines remplaçantes se chargeaient de sept nourrissons. Brochard put citer deux communes du département d'Eure-et-Loir d'où aucune de ces petites victimes ne revenait. Et ces nourrices-là étaient très recherchées. Là-dessus, un haut fonctionnaire répliquait : « Il y aura toujours trop d'enfants ! » Un maire avouait : « Je sais que ces enfants sont voués à la mort ; mais c'est le bien-être de ma commune ! » Cela n'empêche point M. le professeur Debove, qui s'en tient à un détail, de dire de la loi Roussel : « Indiscutablement, cette loi est excellente, mais certainement aussi elle a eu pour effet de restreindre le nombre des naissances. Dans les pays à nourrices, celles-ci se font rares. C'est que la jeune mère n'est plus pour sa famille et son mari un « placement de rapport ». Ce n'est peut-être pas sentimental, mais c'est la vérité.

L'excessive mortinatalité et la mortalité des premiers mois, c'est encore du malthusisme.

Ainsi, d'après M. de Foville, « la France est devenue plus riche en vieillards et plus pauvre en adolescents que tous les autres États européens. »

Sur 1.000 habitants, il y a en France 525 adultes de 20 à 60 ans et 127 vieillards de 60 ans et plus ; en Italie 485 et 96 ; en Autriche 478 et 74 ; en Angleterre 473 et 78 ; en Allemagne 470 et 78. Avant peu,

pour un garçon de moins de vingt ans en France, il y en aura deux dans chacune des grandes puissances rivales. Nous ne renouvelons pas notre capital humain.

Ce sont bien les naissances qui diminuent : 950.000 en 1875 ; 820.000 en 1904 ; 790.000 en 1908 ; — 50.000 garçons en moins chaque année.

Pour 1.000 femmes mariées, on compte, par an, 206 naissances en Russie, 202 en Allemagne, 190 en Angleterre, 185 en Italie et 115 en France. Sous le premier Empire, la moyenne des enfants par ménage était à très peu près de quatre, bientôt elle ne sera plus que de deux.

Les mariages sont aussi nombreux en France. Il y en avait 284.000 en 1850-1854, 302.000 en 1903-1907 et 316.000 en 1908. L'augmentation n'est due qu'à l'accroissement de population d'abord et aux divorces maintenant. Dans tout le cours du siècle, la nuptialité s'est maintenue entre 7 à 8 p. 1.000. C'est à peu près le taux de l'Allemagne, de la Hollande et de la Grande-Bretagne. Nous avons même plus de femmes mariées de 15 à 45 ans. Nous n'avons pas plus de célibataires.

En France, les mariages sont donc aussi nombreux qu'ils peuvent l'être. Peut-être même le sont-ils trop. La récente loi Lemire, en simplifiant les formalités, a facilité encore les unions légales ; mais, contrairement à ce que se proposait le naïf législateur, les naissances ne se sont pas accrues. Les vertus françaises n'ont pas été fortifiées par un texte.

On ne se marie aussi aisément, aussi inconsidérément, que parce que le divorce s'élargit de plus en plus. En s'unissant, on est bien résolu à en profiter. Ainsi les motifs les plus grossiers l'emportent. Les

considérations morales qu'on ne pouvait négliger lorsqu'il s'agissait de s'engager pour la vie entière ne comptent plus. En douze ans, les divorces ont doublé. Seuls, les enfants sont un embarras pour les divorcés. Le mieux est de n'en pas avoir.

..

Arsène Dumont a groupé presque tous les antécédents sociaux de la dépopulation française sous la dénomination pittoresque, mais imprécise, de « capillarité sociale ». En somme, ce sont les diverses manifestations de la désorganisation économique, politique, religieuse et morale.

Voici, d'après ce démographe, la règle de la capillarité sociale : « Le progrès de la natalité est en raison inverse de la capillarité sociale. Le progrès de l'individu, soit en valeur soit en jouissances, est en raison directe de la capillarité sociale. D'où cette conséquence que le développement de la race en nombre est en raison inverse du développement individuel en valeur ou en jouissances. Plus un foyer de culture est lumineux plus il exerce d'attraction, et plus il exerce d'attraction plus il est lumineux. C'est « un effet qui s'augmente par son effet même ». Plus l'attraction exercée est considérable, plus ceux qui la subissent sont rapidement consumés au foyer. Le plébéien met le but plus haut que le fils de l'aristocrate. Il est aussi plus âpre à la jouissance, quand il se tourne de ce côté. La démocratie se trouve ainsi représenter la viriculture intensive, comme à l'extrême opposé le régime des castes représente la viriculture extensive. »

Mais la viriculture intensive a pour condition la

viriculture extensive. Le sang s'épuise comme le sol quand on ne le nourrit pas et qu'on le surmène. Si donc la capillarité sociale est inhérente à la démocratie, il faut se résoudre à condamner la démocratie.

La capillarité sociale, c'est le désarroi, — chez les individus et dans la société : chez les individus, qui aspirent à être ou paraître plus qu'ils ne sont, non à se perfectionner dans ce qu'ils sont, on l'entend bien, mais à être ce qu'ils ne sont pas, à se montrer autres, comme Mme Bovary ; dans la société, qui n'a plus de quais, plus de cadres, qui n'ordonne plus, qui ne se défend plus contre la décomposition. Sans doute, comme l'a dit Arsène Dumont, « tout homme tend à s'élever des fonctions inférieures de la société à celles qui sont au-dessus ». Tant qu'elle est sagement canalisée, cette ambition est légitime, elle stimule les énergies ; mais si elle inonde au lieu d'irriguer, si elle n'est que l'explosion d'un individualisme exaspéré, elle est funeste, elle est mortelle.

Il n'est pas donné au commun des hommes de s'élever par leurs propres moyens. Quand on se désorbite de la solidarité et de la continuité, on n'est plus qu'un passant égaré, une épave flottante dans le chaos. Le génie seul peut être égotiste, et donc excentrique, parce qu'il est l'expression synthétique d'un moment social. Il porte en soi-même son centre d'attraction. Proprement, il est divin. C'est un Moïse, un Confucius, un Aristote, un Saint Paul, un Mahomet, un Comte. Il y en a un par millénaire, et l'Humanité n'en supporterait pas plus. Le génie incomplet, raté est un monstre, parfois criminel.

Après la France, ce sont deux grands États démocratiques qui accusent la baisse la plus rapide de la natalité : les États-Unis et l'Australasie.

Cela donne à réfléchir. Mais notre démocratie reste à organiser. « Si la capillarité sociale nie famille et forte natalité, écrit Dumont, réciproquement une forte organisation de la famille niera la capillarité sociale ou du moins s'opposera à ses mauvais effets sur l'individu et sur la race. » On en peut dire autant de tous les groupes organiques : corporations, classes, régions, églises, etc... Ce n'est pas la démocratie, c'est le délire métaphysique et révolutionnaire qui a dissous les libertés vitales, confondu les catégories organiques, et qui n'a plus laissé subsister qu'un seul titre de valeur sociale, que chacun pouvait espérer acquérir, et par les pires moyens : l'argent.

Tout s'y rapporte et s'y mesure ; mais ce n'est pas pour ordonner ni pour élever.

Il n'y a pas de progrès sans ordre. L'anarchie ne va qu'avec la sauvagerie. Quant elle n'en émane pas, elle la ramène. Dans une civilisation, elle est donc mortelle, et d'autant plus que la civilisation est plus avancée. C'est pourquoi la France dissociée ne se perpétuera plus bientôt que par ses sauvages, ses misérables, ses incultes, ses brutes, ses tarés et ses retardés. Et ainsi se découvre le sens émouvant d'un fait maintes fois constaté, mais toujours mal défini : à savoir que la pauvreté, l'ignorance et la grossièreté coïncident toujours, « au moins en France », dit A. Dumont, avec une forte natalité ; tandis que l'aisance, l'instruction, la délicatesse, « tout ce qui constitue la civilisation », accompagnent la stérilité.

Sans assises et sans norme, c'est en vain qu'on chercherait à s'organiser et à s'améliorer.

Aussi ne se propose-t-on plus que de jouir. L'héroïsme avec lequel on s'y applique est touchant. Tenons le riche, qui n'est que le riche, c'est-à-dire le

producteur de fumier, pour plus pitoyable que le dernier des gueux, des « las d'aller ».

Rien ne pouvant plus nous faire converger vers quelque but qui nous dépasse et nous survive, on rapporte tout à soi. A quoi bon alors des descendants ? Quelle œuvre auraient-ils à continuer ? quels souvenirs auraient-ils à conserver et à transmettre ? Le plus sûr moyen d'échapper au dur jugement de la postérité, c'est de tuer les générations futures, à tout le moins de les pourrir.

L'individualisme dénature comme il désocialise : il désexue, il déclasse, il dérachine, il dévoie, il déforme.

D'après M. L. March, « la France est le pays où les industries féminines ont pris le plus grand développement ». Dans l'industrie, chez nous, il y a deux fois plus de femmes employées (50 pour 100 hommes) qu'en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis (25). On sait que le travail au dehors, en commun, provoque une démoralisation profonde de la femme, démoralisation propice au néo-malthusisme, à la prostitution et à la propagation des maladies vénériennes. Le nombre des prostituées s'accroît progressivement avec celui des ouvrières. En outre, l'enfant est un terrible embarras pour la femme qui travaille. Si l'enfant survient pourtant, en dépit des parents, malgré l'anémie, les fatigues de la mère, exerçant durant la gestation un métier souvent malsain dans un atelier ou un magasin sans air et sans jour, il mourra deux fois sur trois dans les premiers mois. S'il survit, le plus souvent, il restera chétif ou infirme.

M. le professeur Debove indiquait dernièrement, comme une des causes importantes de la dépopulation, les lois sur le travail des femmes et des enfants

et sur la scolarité : l'enfant ne pouvant plus être exploité devient une charge au lieu de rapporter, et l'on n'en veut plus. Mais la chute de la natalité française a commencé bien avant l'application de ces lois. On pourrait dire plus justement qu'elle a son origine dans l'individualisme économique qui a pris son essor après la Révolution, qui a permis l'exploitation de la femme et de l'enfant, en désorganisant le prolétariat, en détruisant la famille, les corporations, tous les groupes sociaux.

Ce sont les départements où des conditions économiques rigoureuses maintiennent un certain classement, c'est-à-dire reforment un prolétariat agricole où industriel, qui ne se dépeuplent point.

Mais résultant de forces brutales, inhumaines, la fécondité de ces travailleurs aggrave leur misère et permet qu'on les exploite plus encore. La mortalité est excessive. La race dégénère. Le déchet est considérable. Et d'autant plus que cette population n'échappe point à l'individualisme moral qui l'entraîne à la débauche et à l'ivrognerie. On n'a pas les vices et les insanités qu'on veut.

En Suède, Gerhard Westfeld a observé que le chiffre des naissances masculines diminue parallèlement à l'augmentation de la consommation alcoolique dans ce pays. « On peut en dire autant, ou à peu près, hélas ! de notre Normandie », ajoute le docteur E. Monin.

Mais il ne faut pas trop se hâter de conclure. La Bretagne prolifique s'intoxique autant pour le moins que la Normandie qui se dépeuple. En quarante ans, de 1856 à 1906, l'accroissement de la population pour la France entière qui a été de 8,83 p. 100 s'élève à 14,77 pour la seule Bretagne. Aux États-Unis, la na-

talité n'est guère supérieure à la nôtre. Dans certains États, elle y est même inférieure, et c'est précisément dans ceux-ci que la vente de l'alcool est prohibée. En France, l'ivrognerie favorise certainement la fécondité, ce qui est, d'ailleurs, déplorable.

Utilisant les travaux démographiques de Dumont, M. le docteur Félix Regnault écrit dans *les Documents du Progrès* :

« Le prolétariat industriel est fécond. L'ouvrier vit insouciant, il vit au jour le jour. Il accepte les enfants qui ne lui occasionnent pas un grand surcroît de dépenses. Il suffit d'élever une usine dans une commune pour voir la natalité de celle-ci s'élever. Dans les premières décades du dix-neuvième siècle, le canton de Lillebonne (Seine-Inférieure) avait une natalité très faible. Les tisserands à domicile formaient la majorité de la population; ce sont là des ouvriers, mais un genre d'ouvriers qui possèdent les qualités paysannes, qui sont économes, rangés, casaniers, prévoyants, peu féconds. Quand se furent fondées les grandes usines de tissage et les grandes filatures dont chaque jour 500 ou 600 ouvriers franchissent le seuil, la natalité doubla, atteignit le chiffre énorme de 40 p. 1.000... Le prolétariat agricole est, lui aussi, fécond. Dans le canton d'Isigny (Calvados), la constitution d'un prolétariat agricole amena le relèvement d'une natalité auparavant très faible et produisit une natalité naturelle la plus élevée que l'on connaisse, au point que ce canton forme, au milieu de la Normandie, une exception démographique. »

L'influence économique de l'industrialisme, ici, n'est pas beaucoup plus importante que l'influence physiologique de l'alcoolisme. M. L. March a constaté que « les départements où la natalité a le moins diminué

sont moyennement des départements de grande culture ou de grande industrie. La natalité paraît avoir surtout baissé dans les régions de petite culture ou de petite industrie. » Je le répète, cela ne tient nullement au genre de travail, à sa rémunération, mais uniquement à ce que de grandes forces économiques concentrées, comme toutes les forces, rétablissent un certain ordre.

L'ouvrier d'une grande entreprise ne prétend point à diriger, il reste dans son corps, parfois même il tente de s'y fortifier par le syndicat, il se relie, il ne perd pas la saine et heureuse insouciance qui convient à sa fonction productrice. A cet égard, l'individualisme révolutionnaire ne l'a pas contaminé. Ni les inquiétudes d'une responsabilité d'administration, ni la fièvre de l'ambition ne le détournent de se reproduire. Si tout notre parlementarisme ne s'employait à diviser le prolétariat et à l'abrutir, c'est par ce prolétariat que se reconstituerait la société française.

Aujourd'hui, être fort, être grand, c'est être riche. Valoir, c'est posséder tant. C'est d'un temps où l'argent est l'universel mètre des choses et des gens que de ne donner plus qu'une acception pécuniaire aux mots « valeurs » et « biens ».

L'épargne est le plus honnête moyen de valoir ainsi, et c'est parfois de l'assassinat. Cependant qu'ils préconisaient le malthusisme, les économistes n'ont jamais manqué de recommander l'épargne au populaire. Ces deux « prévoyances » antisociales sont de même sorte. Aussi notre régime, qui ne peut supporter aucune association d'intérêt social ou d'idéal moral, n'a pas assez de sollicitude pour les sociétés d'épargne, et l'école laïque enseigne surtout aux pauvres marmots qu'un sou est un sou et qu'en se pri-

vant chaque semaine d'un sucre d'orge, d'une image, si beaucoup de leurs petits camarades périssent, à vingt ans ils posséderont deux à trois cents francs pour aller faire la noce à la ville.

M. de Foville le dit en excellents termes :

« A tous les degrés de l'échelle sociale sévit l'*auri sacra fames*, et grands et petits aiment mieux faire des économies que de faire des enfants. Et l'État n'encourage que trop cette préférence. L'État est prodigue, lui; mais, pour pouvoir l'être, il veut que nous ne le soyons pas. Aux moutards qui viennent user leurs culottes sur les bancs de l'école primaire, l'instituteur ne parle plus du Dieu devant lequel leurs parents s'agenouillaient; mais il leur parle, en termes émus, de la Caisse d'Épargne, notamment de la Caisse scolaire. »

Dans *la Réforme sociale*, je trouve un document décisif. En Allemagne, Mombert a examiné 78 territoires de l'Empire en les classant d'après leur degré de fécondité et en recherchant dans chacun d'eux le nombre de livrets de Caisse d'épargne par 1.000 habitants. Voici les résultats de son enquête :

Moyenne de fécondité par 1.000 femmes mariées	Livrets de Caisse d'épargne par 1.000 habitants
386	140
333	206
297	264
362	324
230	331

L'épargne inspire de bas calculs, désolidarise, stérilise, et elle ne peut plus être le fonds d'une famille, la fondation d'un capital utile. A chaque génération, notre régime successoral en fait de la poussière.

On a remarqué que les pêcheurs ont beaucoup d'enfants parce que la mer ne se partage point.

En condamnant l'indivision au nom d'un principe abstrait, les légistes ont cru redresser la nature et la société. Tous les enfants égaux devant ce qu'il y a de plus sacré désormais après soi-même : l'argent. Chacun a « droit » à son morceau, — et tant pis pour le groupe familial s'il se désagrège, pour la production nationale si elle en souffre. Au nom de l'égalité, il faut que chacun ait son « dû ». Il faut surtout qu'aucune force sociale ne s'oppose plus à la piraterie politique et financière.

Mais la nature et la société ne se laissent point manier ainsi. La loi se tourne. Pour préserver sa terre d'un barbare émiettement, la famille rurale eut tout de même son « aîné » en évitant les « cadets ».

Mais la loi tyrannique et rétrograde n'a pas seulement pour conséquence désastreuse de priver la population française de tous les « cadets » qui ne viennent point pulvériser, ruiner le domaine patrimonial. Quand par accident, ignorance ou imprévoyance, il y a néanmoins pluralité d'enfants, ceux-ci n'ont plus le cœur de peiner sur un maigre lopin viager. Pour le « citoyen » qui a ses « droits », la ville a plus d'attraits.

(*A suivre.*)

G. DEHERME.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

VÉRITÉS

M. F. Labori, avocat et député, ne veut plus fréquenter le mauvais lieu qu'est le Parlement. Quoique mithridaté par le Palais, la pourriture d'as-

semblée l'écoeure. Il le dit en traitant congrûment ses collègues d' « exploiters du peuple » et de « sycophantes » :

« La misère de nos mœurs politiques, le cynisme de certains politiciens, le favoritisme éhonté qui trouble chaque jour davantage l'existence de notre pays, pourtant si honnête et si sincèrement laborieux, rendent impuissantes dans le Parlement les meilleures volontés ».

Et il termine, ô avocasserie ! en engageant ses électeurs à voter pour un « exploiteur du peuple », un « sycophante » bien choisi, c'est-à-dire de son parti.

BON SENS POPULAIRE

Une petite revue socialiste, *le Relèvement socialiste* de Roanne a choisi cette épigraphe :

« Méfions-nous des francs-maçons, cette association de malfaiteurs qui pénètrent parmi nous pour trahir et moucharder les travailleurs. »

POUR FAIRE DES DÉSENCANTÉES

Nos lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles comptent 33.000 élèves dont 6.019 internes.

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

Contre la proportionnelle, par J.-L. BRETON, 2 fr. 50 (L. Cornély, 101, rue de Vaugirard). — M. J.-L. Breton est le dernier parlementariste. A ce titre d'antédiluvien,

il est curieux à observer. Il croit fermement que le parlementarisme est un gouvernement et que le suffrage universel crée ce gouvernement. Les autres ne font que semblant d'y croire. On me dira, sans doute, que si M. Breton s'évertue pour maintenir le scrutin auquel il doit son siège de député, M. Charles Benoist, par exemple, ne se démène pas moins en faveur de la représentation proportionnelle qui lui assurera sa réélection. Oui, mais M. Charles Benoist, machiavéliste averti, est trop intelligent pour considérer cette « réforme » autrement que comme l'expédient qui doit prolonger le crédit du parlementarisme en favorisant son parti.

Je ne m'arrêterai donc pas aux arguments que lui oppose sérieusement et ingénument M. J.-L. Breton, qui, lui, n'a rien de machiavélique. C'est la candeur à quinze mille.

Il montre qu'aucun système de proportionnelle n'est réellement pratique et ne peut réaliser le but visé, c'est-à-dire la représentation exacte des différents partis. De plus, bien loin de posséder les vertus qu'on lui attribue, la représentation proportionnelle serait un redoutable facteur de démoralisation politique : elle encouragerait la corruption électorale en assurant aux corrupteurs le bénéfice de leurs pratiques frauduleuses, elle provoquerait les coalitions et les alliances les plus immorales, elle ne pourrait qu'augmenter les abstentions en rendant moins direct et moins intelligible le résultat de l'effort de l'électeur et en portant atteinte au libre exercice du suffrage universel.

J'aime mieux la raison que nous donne le député socialiste J. Destrée, dans la préface : à savoir que la représentation proportionnelle serait le règne réel du nombre, et que c'est là « un instrument conservateur de premier ordre. » M. Breton a dû rougir en lisant cela. Mais que ne ferait-il pas pour le scrutin uninominal ? O sainte simplicité !

Le Devoir du bonheur, par LÉON HENDRICK, 3 fr. 50 (Bernard Grasset, éd., 7, rue Corneille). — Ce roman, ce « document et ce plaidoyer », dit l'auteur, est dédié à MM. Paul et Victor Margueritte, « aux apôtres de l'abolition de l'esclavage conjugal », et à Mme Ellen Key, Dès l'abord, on est averti, et l'on n'irait pas plus loin, certes

si une courte préface n'indiquait que l'auteur n'est pas un professionnel exploitant la sottise, l'ignorance, les instincts et les préjugés courants, mais un homme convaincu qui croit sincèrement qu'il est bon et bien d'abolir l'esclavage de l'ordre, et notamment de dissoudre la famille. Il ne se soucie point de technique littéraire. « Je renoncerais plus volontiers, dit-il, au succès qu'au devoir qui m'est apparu de présenter ce récit, ne fût-ce qu'au petit nombre des esprits qui penseront et des âmes qui vibreront à l'unisson des acteurs et de l'auteur, dans sa plus absolue sincérité. » Ce « petit nombre », hélas ! est l'énorme majorité des Français.

Et le roman ? C'est la sempiternelle histoire : Je l'aime, je ne l'aime pas, nous nous aimons, elle ne m'aime pas., et l'adultère est ce qu'il y a de plus grand et de plus noble. On cherche son idéal. On croit le trouver. On se marie. On s'est trompé. On divorce. On recommence. On s'est trompé encore. Le bovarysme se donne du jeu. Après s'être mariés et remariés, l'un veut une femme qui ne compte pas « parmi les poupées et les ménagères qui peuplent le monde, une femme faite pour toutes les plénitudes de la vie », et l'autre rêve au prince blond ou au surhomme triomphant qui la comprenne. Et voilà pourquoi il faut « abolir l'esclavage conjugal », et tout lien social.

Que répondre à ces léthifères niaiseries ? L'auteur est certainement animé des meilleures intentions. On ne peut que l'engager à négliger quelque temps le cri des âmes incomprises, qui sauront bien se consoler spontanément, pour étudier sérieusement les faits sociaux. Par exemple, une lecture attentive du *Système de politique positive* lui apprendra ce qu'est une société, ce que sont les conditions de l'ordre, et ce que vaut réellement le mariage.

Catéchisme positiviste, par AUGUSTE COMTE (Garnier, éd., 6, rue des Saints-Pères). — C'est la reproduction de l'édition primitive publiée du vivant de Comte, en 1852. Il n'y a été apporté que deux légères modifications, conseillées d'ailleurs par Comte lui-même. En outre, M. P.-F. Pécaut a fait précéder cet important ouvrage d'une introduction afin d'aplanir quelques-unes des difficultés de

penser et il a mis au bas des pages des notes explicatives souvent nécessaires, sans en abuser et en se reportant aux autres ouvrages du Maître. Ce n'est pas qu'il y ait là rien de vague : « Les mots, comme toujours dans le langage solidement forgé de Comte, dit l'introducteur, ont un sens spécial et bien défini; mais les définitions doivent en être cherchées dans tous les ouvrages antérieurs ».

Le *Catéchisme* ne se résume point. Comme le dit M. Pécaut : « C'est un résumé très systématique et très concentré du Positivisme ». Il faut le lire. Bien que Comte l'ait destiné aux femmes et aux prolétaires, il y faut quelque préparation. Il vaut mieux, à mon sens, commencer par le *Discours sur l'ensemble du positivisme*.

M. Pécaut s'efforce vraiment, dans son introduction, d'éclairer quelques points, de mettre en garde contre les malentendus, d'aider à une large compréhension de la doctrine. Il y a mis tout son savoir philosophique, son intelligence exercée. Mais peut-être eût-il fallu un peu plus. On soupçonne en lui, parfois, cette monstrueuse facilité universitaire à exposer indifféremment toutes les doctrines et à n'en comprendre aucune. Le positivisme ne s'entend bien que par le cœur.

Il n'en faut pas moins louer M. Pécaut pour son effort. Il n'a pas cherché à diminuer, à dénaturer, à dénigrer Auguste Comte. Il l'a placé très haut, — pas assez encore, certes; mais il ne pouvait plus.

Comme M. Lévy-Bruhl, M. Pécaut a bien marqué que Littré ne fut qu'un positiviste incomplet. « Tout considéré, dit-il, les disciples de Comte comme Littré, qui ont persisté à croire qu'ils tenaient une philosophie scientifique objective, une sorte de mappemonde calquée sur les choses, ne voyant pas la relativité de cette philosophie au sentiment, sont restés dans une illusion tout à fait analogue à celle qui faisait prendre aux Anciens la terre pour le centre du monde. »

Nous autres, positivistes, nous ne pouvons que nous féliciter de ce concours intelligent. Parmi les étudiants qui apprendront par cœur l'introduction de M. Pécaut pour les examens, il en est quelques-uns qui s'intéresseront au *Catéchisme* et à toute l'œuvre de Comte. Le

positivisme ne demande qu'à être connu, car il ne peut avoir d'autres adversaires que ceux qui l'ignorent.

La Liberté d'enseignement d'après trois hommes d'État italiens. (*Minghetti, Bonghi, Mamiani*), par AUG. POUGET (chez l'auteur, à Chaillevette). — Les partis ne s'entendent qu'à abêtir le populaire. C'est pourquoi, en un temps où l'on ne parle que de liberté, toutes les libertés essentielles ont pu être dissoutes. Et celle-ci, entre autres.

La liberté d'enseignement a pour elle toutes les raisons, l'expérience, la nécessité de l'ordre et l'instinct du progrès. Elle n'a contre elle que la racaille politicienne et le charabia anticlérical.

L'auteur en appelle à trois hommes d'États italiens : Minghetti surtout, Bonghi et Mamiani. Il n'en sera pas mieux compris de qui ne peut et ne veut comprendre.

Encore qu'il n'ait point lu les ouvrages mêmes d'Auguste Comte, M. A. Pouget commence par ce témoignage décisif. Il ne pouvait mieux choisir, et il eût dû s'y tenir. A. Comte a dit tout ce qu'il fallait.

Comme le divorce tend à l'union libre et à la prostitution par la voie fleurie de la « papillonne », l'enseignement d'État tend toujours au monopole par la voie du privilège, et le monopole de l'enseignement désorganise la famille d'abord.

Dans l'anarchie intellectuelle présente, aucune doctrine ne peut être enseignée à l'exclusion des autres. L'État ne peut être qu'odieux s'il impose une doctrine ou abrutissant et corrompueur s'il reste indifférent ou neutre. L'instruction sèche sans l'éducation, c'est-à-dire l'enseignement sans religion et donc sans morale, ne peut faire de l'enfant qu'un sot prétentieux, sinon un grédin, ayant pour cerveau, pour cœur et pour âme, de la mémoire, des mots et des diplômes. Là-dessus se forme la pédantocratie, la pire des tyrannies intellectuelles comme le parlementarisme est la pire des tyrannies politiques. N'offrant aucune des garanties de désintéressement, de compétence et de dévouement social du sacerdoce, la pédantocratie en a tous les pouvoirs. Et elle ne peut qu'en mésuser.

Enfin, le positivisme met en lumière que toute autorité temporelle est radicalement incompétente pour organiser

l'éducation. La séparation définitive du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, désormais, est la condition de l'ordre comme du progrès, de toute civilisation.

Après cela, l'auteur se pouvait dispenser de citer les métaphysiciens, les orateurs et les politiques, qui ne peuvent que tous embrouiller. Quand on n'invoque que « les droits de la conscience », il est toujours facile de riposter par d'autres « droits de la conscience » aussi « imprescriptibles ». Mais on ne répond point à la *Politique positive* : on ne peut que l'ignorer.

Minghetti, Bonghi, Mamiani étaient, il est vrai, des hommes d'État. Mais si leur empirisme rectifie parfois leur mystique grandiloquence, cela ne suffit point pour nous rassurer. On voit trop bien qu'ils ne paraissent défendre la liberté que pour en être les dispensateurs parcimonieux. Ils maintiennent l'Université officielle. Le positivisme a montré que la véritable, l'entière liberté d'enseignement, c'est la suppression de tout budget théorique, celui des cultes comme celui des beaux-arts et de l'instruction publique. Les forces spirituelles n'ont que faire des forces temporelles. Elles se suffisent à elles-mêmes. Elles ne jouent bien que dans l'indépendance. Si elles se contrecarrent, dans la liberté, leur loyale concurrence ne peut que faire surgir celle qui mérite d'élaborer l'âme sociale. Malheureusement, M. Pouget s'écarte ici du positivisme : « Le rêve d'unité intellectuelle et morale que poursuivent avec obstination et opiniâtreté les représentants attirés du jacobinisme et du socialisme pédagogique n'est que la reprise, la résurrection de la vieille formule du moyen âge : une foi, une loi, un roi ; aujourd'hui comme autrefois il se brisera et échouera misérablement devant les résistances invincibles de la conscience ; il méconnaît toutes les lois psychologiques et toutes les lois sociales, car les divergences d'opinions et de doctrines sont pour un peuple une source intarissable de progrès et de vie. Il est chimérique et impossible d'essayer de donner une même orientation et une même impulsion à nos sociétés modernes, au sein desquelles coexistent de multiples courants intellectuels, et qui, à l'image de la nature, sont faites d'opposition, de contraste et de diversité. La véri-

table unité se réalise par la liberté qui rapproche et pacifie les volontés et les cœurs et prépare, par le lien de la paix, la communion des esprits dans l'idéal. » Voilà où aboutit l'esprit métaphysique, même quand il part du réel.

Ce livre n'en est pas moins intéressant et utile. La liberté d'enseignement est un excellent prétexte pour une action positive d'organisation et d'éducation. Le complément de la séparation de l'Église et de l'État, c'est celle de l'École et de l'État. Rien n'empêche les catholiques et tous ceux qui ont une religion de s'unir aux positivistes pour préparer l'opinion publique à cette réforme considérable.

La France de Louis XIII, par NOËL AYMÈS, 3 fr. 50 (Nouvelle librairie nationale, 85, rue de Rennes). — « Ce livre qui s'efforce sans prétention de faire revivre trente ans de notre histoire, déclare l'auteur, n'est l'apologie ni la critique d'aucun régime. » C'est que l'histoire de France ne se découpe pas en tranches. Notre présent ne s'explique que par tout notre passé, et notre avenir en dépend. Pour aimer la France vraiment, il en faut tout comprendre. « La formation d'un État comme l'est notre pays au début du dix-septième siècle, dit M. Noël Aymès, est le résultat d'une longue suite d'efforts; le jeu des institutions n'est pas l'œuvre d'un ministre, ni d'un règne; par une régression sans rupture, il remonte dans les origines aux sources même de notre plus lointain passé. » L'ignominie du temps présent, c'est de s'acharner à tarir ces sources; la gloire du dix-septième siècle fut de les alimenter.

Pour nous donner une « idée claire », une vue synthétique de cette grande période de notre histoire, l'auteur ne nous parle pas seulement du roi, de ses ministres et des courtisans, mais de tout ce qui est la vie d'un peuple : de la littérature (naissance du classicisme) avec l'hôtel de Rambouillet, l'Académie et Corneille; de la philosophie (naissance du rationalisme) avec Descartes; du conflit religieux; des classes : clergé, noblesse, bourgeoisie, artistes, soldats, ouvriers (corporations), peuple; des institutions : administrations, parlement; de la vie économique (naissance de l'économie politique avec Montchrétien) : le commerce, les douanes, la marine, la colonisation, etc.

La Loi de Malthus, par G. HARDY, o fr. 75 (chez l'auteur, 15, rue d'Orsel). — Voici un bel exemple des divagations auxquelles l'ignorance de la méthode positive, en matières sociales surtout, peut entraîner une intelligence qui paraît ouverte, exercée et généreuse.

L'auteur s'explique la société par l'individu et l'individu par deux fonctions physiologiques : celle de l'estomac et celle du sexe. Et tout le sophisme malthusien est là. Mais, depuis Malthus, la pensée positive s'est affirmée. M. G. Hardy ne paraît point se douter de ce qui en est définitivement acquis : à savoir qu'il y a une hiérarchie des sciences, que le supérieur ne saurait être ramené à l'inférieur, que l'individu humain, par exemple, est irréductible à ses fonctions physiologiques, et la société à l'individu. Sans le malthusisme, assure-t-il, « aucun sujet social, actuel ou futur, ne peut être envisagé sérieusement et utilement ». C'est, ajoute-t-il plus loin, « l'unique moyen d'éteindre la misère, de rendre les guerres impossibles, d'abolir la prostitution ». Il en est d'autres pour qui c'est la réforme de l'orthographe, l'espéranto, l'exécration de toute boisson fermentée, le végétarisme, le Kneippisme, etc... Notre anarchie intellectuelle aboutit à une véritable folie générale. Les esprits ne reviendront à la raison qu'avec l'ordre.

M. Hardy résume clairement le malthusisme. C'est ce qui recommande sa brochure aux personnes qui désirent se documenter, d'autant plus qu'elle a un ton sérieux et qu'elle évite toute obscénité.

Au surplus, si elle est assez habilement rédigée pour surprendre les esprits mal instruits et mal dirigés, elle découvre ingénument l'indigence morale et intellectuelle de cette théorie sophistiquée à tous ceux qui ont conservé leur clair bon sens ou qui l'ont retrouvé par le positivisme et si peu que ce soit. Elle confirme admirablement tout ce que j'ai dit sur le néo-malthusisme.

Voici, d'après M. G. Hardy, l'idéal d'un néo-malthusien. Et il ne peut être que cela. « Supposons, dit-il, qu'en France s'établisse le régime *le plus beau* qu'on puisse imaginer : le communisme... Toutes les misères ont disparu. Plus d'autorité vexatoire. *Le travail modéré* a remplacé le travail exténuant... Il est évident que *le commerce*

des sexes s'établit en toute liberté. Les unions sont nombreuses et précoces. Peu importe le nombre d'enfants qu'une femme aura ; peu importe à qui ces enfants appartiendront : la communauté se charge de les élever... » Le seul régime qui justifierait le néo-malthusisme est le seul qui le nécessiterait. En effet, si l'humanité pouvait retourner à cet état primitif, et si la dégénérescence provoquée par l'abus et la précocité des rapprochements sexuels, l'abrutissement de la paresse et de l'irresponsabilité, la propagation des maladies nerveuses et vénériennes ne suffisaient point à rétablir le régime démographique des sauvages, — soit un à dix habitants au maximum par kilomètre carré, — il faudrait y pourvoir par la prophylaxie anticonceptionnelle, à laquelle, désormais, aucun sentiment social ne s'opposerait plus.

Là-dessus, M. G. Hardy a donc gain de cause. Mais la sauvagerie primitive « n'éteint pas la misère, ne rend pas les guerres impossibles, n'abolit pas la prostitution », comme il croit : elle les universalise. Il s'en persuaderait bientôt si, enseignant la sociologie, il consentait à l'apprendre d'abord, — et surtout chez le fondateur de cette science indispensable à tout éducateur social, Auguste Comte.

Les Cantines scolaires, par le docteur GOSSELIN, (Ollier-Henry, éd., 8, rue Casimir-Delavigne). — Les cantines scolaires fournissent un repas chaud aux enfants des écoles. Elles sont d'institution récente. Elles remontent à trente années au plus. A les bien voir, comme les crèches, elles marquent le progrès de l'anarchie.

On s'est proposé surtout d'augmenter la fréquentation scolaire. Aussi ne s'est-on pas soucié d'hygiène, ni « du rôle que peut jouer une bonne alimentation dans la prophylaxie des maladies de l'enfance. » Il en est qui abusent de la charcuterie, « il y a des écoles maternelles où on donne tous les jours de la viande à des enfants de trois ans. »

M. le docteur Gosselin formule d'abord les règles d'hygiène qui peuvent et doivent être appliquées dans les cantines scolaires. « L'anatomie, dit-il, la physiologie, la pathologie, la thérapeutique et l'hygiène générale de l'enfant sont distinctes de celles de l'adulte. » C'est donc une

erreur fâcheuse que de le nourrir comme l'adulte. L'enfant n'est pas un petit adulte ».

L'auteur établit la ration alimentaire de l'enfant, qui doit comprendre une ration d'entretien et une ration de croissance, il donne de précieuses indications pour le choix des aliments qui conviennent à l'enfant, d'après leur valeur énergétique, leur digestibilité, etc. Il dénonce les aliments pathogènes. « D'une façon générale, conclut-il, à l'heure actuelle, on donne trop de viande aux enfants. » Que dirait-il s'il savait que, dans certaine école secondaire aristocratique de Paris, on va jusqu'à servir au réfectoire du gibier et du homard à l'américaine !...

Le local, le matériel, la durée des repas, la surveillance ont aussi leur importance. L'auteur ne néglige pas ces détails.

En terminant, il insiste sur les avantages immédiats de la cantine scolaire. Ils sont considérables. Par exemple, la nourriture insuffisante est une cause de tuberculose, et cette maladie tue 200.000 Français par an. Grancher a trouvé, dans les écoles de Paris, une proportion de 15 p. 100 de tuberculeux. « Piettre a trouvé des lésions tuberculeuses chez les enfants morts d'affections diverses: de deux à cinq ans dans 68 p. 100; de cinq à dix ans dans 67 p. 100; de dix à quinze ans dans 63 p. 100. Le professeur Hutinel estime que la proportion de tuberculeux parmi les enfants de quatre à cinq ans est de 40 à 60 p. 100. »

Mais les inconvénients sociaux sont aussi grands, et M. le docteur Gosselin les omet. Le principal, c'est de faciliter à la mère le travail à l'atelier. Or le travail des femmes a de terribles conséquences: non seulement c'est un ferment de dissolution de la famille et de démoralisation générale; mais c'est une cause de dépopulation et de tuberculose.

En somme, les cantines scolaires sont un des multiples expédients de notre anarchie, aussi indispensables provisoirement que dangereux définitivement. Améliorons-les, quant à l'hygiène autant qu'il est possible; mais efforçons-nous, par l'ordre rétabli, par la famille reconstituée de les rendre inutiles.

La Transformation de l'armée, par le GÉNÉRAL METZINGER, 1 franc (Société d'édition Belleville, 29, rue du Moulin-Vert). — Pour M. le général Metzinger, la désorganisation de l'armée est l'œuvre abominable de la politiquerie parlementaire. Le ministre de la Guerre qui y a le plus contribué est M. André, qui était bien plus un homme de parti qu'un soldat. « En résumé, l'œuvre d'André, dit le général Metzinger, en ce qui concerne les officiers, aboutit à ceci : mettre l'avancement à l'entière disposition du ministre, qui devient le chef souverain de l'armée, sans autre tempérament que le contrôle illusoire, au point de vue militaire, d'assemblées politiques incompétentes et sans responsabilités ; amoindrir le commandement et niveler par en bas la masse des officiers ; pousser rapidement quelques sujets sûrs, ayant fourni des gages, qui parviendront, quoi qu'il arrive ensuite, parce qu'ils seront à peu près sans concurrents. »

Si le général André a pour lui les politiciens, il semble avoir contre lui tous les militaires compétents. C'est fâcheux pour un chef d'armée. Et puis, il y a aussi les résultats, les faits qui ne lui sont pas favorables. L'auteur nous en cite quelques-uns. Prenons celui-ci au hasard : « En tout cas, le nombre des jeunes gens qui se présentent à Saint-Cyr décroît avec une rapidité vraiment impressionnante. D'environ 2.000 avant 1900, il s'abaisse chaque année de 100 à 150 unités ; il n'est plus que de 1.200 en 1905 et de 850 en 1908. Encore un peu de persévérance, et Saint-Cyr périra par extinction. Il n'y aura plus qu'une école soi-disant militaire où, conformément à la nouvelle doctrine, le zèle politique, maçonnique et anticlérical primera les titres professionnels ».

Après des personnes mal informées, M. le général André passe pour un positiviste. C'est trop d'honneur pour nous. Nous le récusons. M. André collabora, paraît-il, à la revue *la Philosophie positive* de Littré. C'est donc tout au plus un tenant de Littré. Or il y a de la distance entre Littré et Comte. Sinon en philosophie théorique, du moins en politique et en morale, le littréisme n'a rien à voir avec le comtisme. Au surplus, Littré était franc-maçon, et M. André, comme ministre de la Guerre, fut

l'instrument docile de l'odieuse tyrannie maçonnique, — et cela tranche la question. Pour être positiviste, il faut « vivre au grand jour ».

M. le général Metzinger veut une armée nationale et indépendante des partis politiques. C'est trop demander à un régime parlementaire. Le parlementarisme s'oppose irréductiblement à tout ce qui est la santé, la force, la liberté d'un pays.

La Hollande politique, par PAUL VERSCHAVE, 3 fr. 50 (Perrin édit., 35 quai des Grands-Augustins). — Voici une histoire de la Hollande politique depuis soixante ans documentée et animée.

L'auteur étudie les partis, leur organisation, leur activité politique et sociale. D'abord le parti catholique formant bloc et qui est populaire, social et positif; puis les partis protestants, dont l'un deux, le plus puissant, le parti anti-révolutionnaire, fait alliance avec les catholiques pour l'action sociale positive; puis encore les partis libéraux, comprenant les vieux libéraux, les libéraux progressistes, les démocrates libéraux, et toute la bourgeoisie ploutocratique anticléricale; enfin les partis socialistes et anarchistes.

Tous ces partis sont fortement organisés. La Hollande est le pays de l'association libre. « Engendrée par la nécessité de combattre les éléments de la nature, elle s'est développée, étendue aux autres domaines de l'activité humaine : à la littérature où elle a donné naissance aux « chambres de rhétorique »; à la profession où elle a fait fleurir autrefois les « gildes » et actuellement les syndicats; à la politique, où elle a fait surgir des partis bien constitués et solidement organisés. »

L'association est une liberté de fait. Elle avive le besoin de liberté et d'ordre. C'est pourquoi la Révolution s'est efforcée de la détruire et pourquoi nos sectaires se sont tant acharnés à anéantir tout ce qu'il en pouvait rester.

En Hollande, grâce à l'esprit d'association qui s'est maintenu, on s'est mieux défendu. Aussi la libération de l'enseignement, par exemple, est en bonne voie, et contre les prétendus libéraux. Les catholiques, comme nous le

montre l'auteur, furent à la tête du mouvement libérateur. Ce n'est pas leur nombre qui leur a assigné cette place d'avant-garde; mais leur discipline, leur intelligence, leur énergie persévérante. En effet, quoiqu'en progression constante depuis un siècle, ils ne représentent encore que le tiers de la population, soit 1.790.000 sur 5.100.000. Pour la défense sociale des libertés essentielles, ils ont contracté avec les protestants antirévolutionnaires l'alliance préconisée par le positivisme de tous ceux qui ont une religion contre les barbares qui n'en ont pas. C'est là un bel exemple de sagesse politique à proposer aux catholiques français. Et c'est, sans doute, ce qu'a voulu l'auteur de cet intéressant ouvrage.

G. DEHERME.

Les Marches de l'Est. — Ce beau recueil de littérature, d'art et d'histoire qui paraît quatre fois par an, vient d'être fondé par M. GEORGES DUCROCQ. « Son but est de rassembler les souvenirs épars des Marches du nord-est de la Gaule et de montrer que ces pays frontières : Alsace, Lorraine, Luxembourg, Ardennes, Pays wallons, désunis par les hasards des guerres et des traités, ont connu des gloires communes et ont toujours participé à la même civilisation. »

Le numéro : 5 fr. L'abonnement annuel : 20 fr. — 10, rue du Regard, Paris.

TABLE DES MATIÈRES

Nouvelle Série. — Tome IV

DEUXIÈME SEMESTRE 1909

N° 37. — 1^{er} Juillet

	Pages
Sur le rétablissement du pouvoir spirituel (G. D., L. AR-RÉAT, J. COSTE, ÉMILE DELIVET, HENRI MAZEL, EDMOND THIAUDIÈRE).	1
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : Deux Mécènes; dans nos colonies; les ouvriers à écriture; le commandement; surveillance administrative (PAR TOUS).	24
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Les honnestes dames allemandes</i> , par Jeanne et Frédéric Régamey; <i>L'éternelle consolation; sainte Thérèse; Pascal</i> , etc., par J. Barbey d'Aureville; <i>Louis XVII et ses descendants</i> , par Boissy d'Anglas (G. DEHERME)	28

N° 38. — 16 Juillet

La torpille à Tsushima (ALFRED DUQUET)	33
Sur le rétablissement du pouvoir spirituel. II (G. DUMESNIL, X., VERLEYE).	47
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : La colonisation en Algérie et en Tunisie (PAR TOUS).	52
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Psychologie de l'incroyant</i> , par Xavier Moisan; <i>Un philosophe belge : Colins</i> , par Jules Noël; <i>L'existence historique de Jésus et le rationalisme contemporain</i> , par L.-Cl. Fillion; <i>L'anthologie du félibrige</i> , par Armand Praviel; <i>La politique religieuse de la République française</i> , par André Mater; <i>Bibliothèque</i> , par Eugène Morel; <i>Dio concepto come bellezza</i> , par E. P. Berg, etc., (G. DEHERME, HENRI MAZEL).	54

N° 39. — 1^{er} Août

Le médecin (G. DEHERME).	65
Sur le rétablissement du pouvoir spirituel. III (ATO, JEAN LEROLLE, LUCIEN MOMENHEIM, G. PERSIGOUT).	70
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : La sécurité sous le régime parlementaire (PAR TOUS).	83

	Pages
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Histoire des doctrines économiques depuis les physiocrates jusqu'à nos jours</i> , par Charles Gide et Charles Rist ; <i>Le droit à la force</i> , par Daniel Lesueur, (G. DEHERME).	84

N° 40. — 16 Août

Quelques réflexions à propos de Tsushima (JEAN NOREL).	97
L'avenir social des catholiques et des socialistes (G. DEHERME)	109
Sur le rétablissement du pouvoir spirituel. IV (H. L. FOLLIN, EUGÈNE FOURNIÈRE)	111
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : Commerce de la France et des principales puissances; cent mille bacheliers sous presse (PAR TOUS)	119
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>L'école et le caractère</i> , par F. W. Foerster; <i>L'école et la famille</i> , par D. Gurnaud; <i>Essai sur le système psychologique d'Auguste Comte</i> , par Aug. Georges; <i>La doctrine collectiviste et ses moyens d'application</i> ; <i>Les villes détruites</i> , par Madeleine Lépine; <i>Carme di angoscia e di speranza</i> (G. DEHERME, EDMOND THIAUDIÈRE).	120

N° 41. — 1^{er} Septembre

Sur le rétablissement du pouvoir spirituel. Conclusion. V. (G. DEHERME)	129
Influence de la dépopulation sur la diminution du sentiment patriotique (G. DE CONTENSON).	153
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES. Les médecins (PAR TOUS)	158
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Les bases du pacifisme</i> , par A. H. Fried; <i>André de la Vigne, orateur et poète</i> , par de Kerdaniel; <i>La médecine mentale dans les œuvres de Georges Courteline</i> , par le docteur Lafond, etc. (G. DEHERME).	158

N° 42. — 16 Septembre

Irréligion d'État (PAUL GUÉRIOT).	161
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : L'œuvre scolaire ; les accidents du travail ; nos rois (PAR TOUS).	174
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Un vice nouveau</i> par Clément Vautel; <i>Initiation à la mécanique</i> , par Ch.-Ed. Guillaume; <i>Francine Davier</i> , par Mme Pierre de Bou-	

chaud; <i>Mères et fils</i> , par F. Gache; <i>Psychologie des mystiques chrétiens. Les faits : Le poème de la conscience</i> , par Jules Pacheu; <i>Nouvelles conférences sur l'histoire</i> , par le capitaine Pierre Félix; <i>Discours sur les préjugés ennemis de l'histoire de France</i> , par Fagus; <i>Morales et religions</i> , par R. Allier, G. Belot, Carra de Vaux, F. Challaye, L. Dorison, A. Croiset, Ehrhardt, de Faye, Lods, W. Monod, Puech, etc. (G. DEHERME)	176
---	-----

N° 43. — 1^{er} Octobre

Religion pour le peuple ? (PAUL GUÉRIOT)	193
Le recrutement des officiers (E.-F. J.)	208
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : La paix armée; les intellectuels; la France dans cent ans; la vanité littéraire et artistique (PAR TOUS)	213
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Réforme de la magistrature civile et judiciaire</i> , par V. E. Pépin; <i>L'art de la conférence</i> , par Jules Arboux; <i>Horizons</i> , par Jean Hermette, etc. (G. DEHERME)	217

N° 44. — 16 Octobre

La « loi » de Malthus (G. DEHERME)	225
La réforme électorale (ALFRED DUQUET)	242
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : « La situation est excellente »; le Japon; le socialisme en Allemagne (PAR TOUS)	251
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Les surprises du bachelier Petruccio</i> , par Henri Malo; <i>L'origine de l'union interparlementaire</i> , par Louis Macon; <i>Comment élever nos enfants</i> , par J. F. Herbart (G. DEHERME)	253

N° 45. — 1^{er} Novembre

La surpopulation (G. DEHERME)	257
La mystification dreylusienne (J. DESSAINT)	271
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : Le scrutin de liste; les ouvriers mineurs; les progrès de l'enseignement primaire; les assurances contre les accidents; la petite propriété (PAR TOUS)	278
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>La splendeur catholique; Du Judaïsme à l'Église</i> , par Paul Læwengard; <i>Notes sur Auguste Comte</i> , par un de ses disciples (G. DEHERME)	282

N° 46. — 16 Novembre

Le néo-malthusisme (G. DEHERME)	289
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : Nos anciennes colonies; maman cochon (PAR TOUS)	316
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Les retraites ouvrières</i> , par Gaston Scïama; <i>L'évolution coopérative de la France</i> , par Camille Gorju, etc. (G. DEHERME)	318

N° 47. — 1^{er} Décembre

La dépopulation française (G. DEHERME)	321
REVUE DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : le fonctionnarisme; la presse (PAS TOUS)	338
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>La Source du bien</i> , par Edmond Thiaudière; <i>Périodes historiques de Boulogne</i> , par Pierre de Bouchaud; <i>Les Madones comtadines</i> , par André Godard; <i>L'esprit de M. de Talleyrand</i> , par Louis Thomas; <i>La houille blanche et le socialisme</i> , par Vincent Carlier; <i>Saint Césaire d'Arles</i> , par J. Fassy (G. DEHERME)	340

N° 48. — 16 Décembre

Les facteurs de la dépopulation française. I. (G. DEHERME)	355
REVUES DES OPINIONS, DES FAITS ET DES IDÉES : Vérités; bon sens populaire; pour faire des désenchantées (PAR TOUS)	367
LES LIVRES QUI FONT PENSER : <i>Contre la proportionnelle</i> , par J.-L. Breton; <i>Le devoir du bonheur</i> , par Léon Hendrick; <i>Catéchisme positiviste</i> , par Auguste Comte; <i>La liberté d'enseignement, d'après trois hommes d'État italiens</i> , par Auguste Pouget; <i>La France sous Louis XIII</i> , par Noël Aymès; <i>La loi de Malthus</i> , par G. Hardy; <i>Les cantines scolaires</i> , par le docteur Gosselin; <i>La transformation de l'armée</i> , par le général Metzinger; <i>La Hollande politique</i> , par Paul Verschave (G. DEHERME)	368
TABLE DES MATIÈRES	381

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.

La Coopération des Idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE (13^e ANNÉE)

Paraissant le 1^{er} et le 16 de chaque mois

Directeur : G. DEHERME.

Abonnement annuel : 4 francs pour la France. — 6 francs pour l'Étranger.

Le N^o : 0 fr. 25. — Spécimen gratuit sur demande.

(BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, PARIS)

La Coopération des Idées est dirigée par son fondateur M. Georges Deherme. Elle a suscité les Universités populaires. De toutes manières, par la pensée comme par l'action, elle tend à former des volontés sociales. Pas de nécessité plus urgente. Jamais les esprits n'ont été aussi confus, affolés d'indécision, aigris d'un sectarisme sans foi; et, malgré les présomptions et les outrecuidances, jamais ils ne furent plus ignorants de la vie sociale et de l'action humaine qui seule importe.

Son attitude ne couvre aucune ambition qui n'ose s'avouer. Elle fait sienne, avec une absolue sincérité, ces sages paroles d'Auguste Comte : « A l'orageuse discussion des droits, nous substituons la paisible détermination des devoirs. Les vains débats sur la possession du pouvoir sont remplacés par l'examen des règles relatives à son sage exercice. »

Mais la difficulté est grande de se faire entendre bien dans la Babel électorale et démagogique qu'est devenue la France. *La Coopération des Idées* tâche à la surmonter à force de précision, de clarté et de méthode. Elle n'est donc ni sectaire, ni pédante. Elle s'efforce d'être vivante. Est-elle aimable, attrayante ? — Elle s'en tient d'abord à ce qui est utile et grave. Elle ne compose pas avec les mensonges du monde et les vilénies du régime.

Dans des articles de fonds sont étudiées les questions les plus pressantes du moment et de toujours; dans une « revue des opinions, des faits et des idées », dans des notes documentées, on vise à découvrir les sophismes et à dissiper les nuages dont les ignorances prolixes et les sciences rétrécies obsèdent et embrument la conscience française; on examine aussi, du point de vue impartial d'ordre et de progrès, les accès les plus inquiétants de la fièvre politicienne qui consume la société française; enfin, dans une chronique bibliographique, qui n'a d'équivalent aujourd'hui dans aucune publication, on étudie sérieusement les « livres qui font penser », et par là le lecteur peut suivre le mouvement intellectuel français, en dégagant de l'encombrement idéologique quelques notions claires, quelques principes régulateurs et quelques idées directrices.

La collection de *la Coopération des Idées* constitue donc un recueil documenté

et vivant qui trouvera sa place dans toutes les bonnes bibliothèques et qu'on aura toujours plaisir et profit à consulter. Pour un prix des plus modiques — 4 FRANCS — elle forme annuellement deux beaux volumes, in-8 carré, de 384 pages chacun.

Pour s'abonner, envoyer simplement un mandat-carte de 4 francs à M. G. DEHERME, directeur, à La Seyne (Var) ou à M. BERNARD GRASSET, éditeur, 7, rue Corneille, Paris.

Quelques-uns des articles parus dans *la Coopération des Idées en 1908* :

De M. G. DEHERME : Considérations présentes sur la guillotine. — Les fonctionnaires. — Le dernier romantique. — Antimilitarisme d'État. — La solidarité européenne. — Des devoirs. — Les prolétaires. — Les syndicats ouvriers. — Le syndicalisme. — Pessimisme. — Louis Rossel. — La copartnership. — Le rôle de l'école et de l'Université dans l'œuvre d'éducation démocratique. — Pourriture sociale. — Sur la « crise » du parlementarisme. — Aller au peuple. — Une définition de l'individualisme. — Réponse à une enquête sur la monarchie et la classe ouvrière. — Frédéric Nietzsche ou Auguste Comte. — De l'anarchie à l'ordre. — Sur l'établissement d'une dictature. — L'idée de démocratie. — A propos des fonctionnaires coloniaux. — Pour la coopération sociale du catholicisme et du positivisme. — Sur le socialisme. — L'Université populaire, etc...

De M. EDMOND THIAUDIÈRE : Du pilori au piédestal. — La Cité terrestre. — Cris d'alarme en Italie. — Sur l'établissement d'une dictature, etc.

De M. HENRI MAZEL : Le bon gouvernement. — Psychothérapie politique. — Le banditisme. — L'esprit de caste, etc.

De M. PAUL GUÉRIOT : Le Salon des poètes. — Jésus-Christ et M. Pataud. — L'Afrique occidentale française...

D'autres articles de MM. SAINT-ALBAN, docteur G. AUDIFFRENT, G. PERSIGOUT, G. BOURLIER, JEAN MARC BERNARD, F. GILLIER, L. MOMENHEIM, A. BAUMANN, H.-L. FOLLIN, LÉON BOLLACK, etc.

Un numéro spécimen est envoyé à toute personne qui en fait la demande ou dont l'adresse nous est transmise.

Nous serons reconnaissants à qui nous fera parvenir des listes d'adresses.

La Démocratie vivante, par GEORGES DEHERME (Bernard Grasset, éditeur, 7, rue Corneille), 1 vol. in-8 de 400 pages. Prix : 4 fr. 50.

L'action personnelle du fondateur des Universités populaires est connue : ce n'est rien moins qu'une tentative héroïque d'organiser la démocratie. Si on ne l'a pas toujours comprise, si on ne l'a pas secondée comme il eût fallu, c'est qu'on méconnaissait la méthode qui la guidait et l'esprit qui l'animait. Dans **la Démocratie vivante**, d'une facture si puissante et si originale, par l'écriture, la composition, la documentation et la pensée, c'est cette méthode même que M. Georges Deherme nous enseigne, et c'est cet esprit qu'il se propose de répandre.

Dans un article qui est la préface naturelle de ce livre passionné et passionnant, M. G. Clemenceau disait de M. Georges Deherme : « Au point où il en est de son œuvre, il convient de le citer comme modèle. Il a cru, il a voulu, il a fait. Et parce qu'il croyait, d'autres croyances sont accourues, et parce qu'il voulait, d'autres volontés sont venues, et parce qu'il agissait, d'autres activités, suggérées par l'exemple, se sont manifestées... On nous montre la voie, lecteurs, suivons le guide. »

Il ne faudrait pas croire, cependant, que M. G. Deherme ignore les difficultés de l'heure présente. Il ne cèle ni les fautes, ni les tares, ni les dangers de la démocratie naissante. Après avoir exposé les raisons qu'on peut avoir d'en désespérer : parlementarisme corrompu, suffrage universel anarchique, esprit de parti tyrannique et dissolvant, et aussi les raisons qu'on a de s'y tenir pourtant, M. G. Deherme, dans une deuxième partie, nous décrit les principales maladies sociales de la démocratie et nous indique les remèdes qu'on peut apporter au socialisme démagogique, au pessimisme, à l'alcoolisme, au féminisme, à la laideur, à l'antipatriotisme, etc.

La troisième partie, de beaucoup la plus importante, traite de l'organisation de la démocratie : l'économie sociale, l'action positive, l'action de classe et les syndicats, l'action organique et la coopération, l'action morale et les universités populaires.

La pensée qu'exprime ce livre ardent est de la vie vivifiante. A l'heure trouble que nous traversons, où tant d'esprits s'interrogent sur ce qu'ils peuvent croire, où tant de volontés hésitent sur ce qu'elles doivent faire, l'appel vibrant qu'adresse M. Georges Deherme à toutes les énergies dissociées de la nation, à tous les démocrates qui s'ignorent, ne peut manquer d'être entendu.

Bernard GRASSET, Éditeur
7, rue Corneille, 7. — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

- PIERRE DE BOUCHAUD**
Périodes historiques de Bologne (Ouvrage illustré de
9 gravures) **3.50**
-
- EMILE BAUMANN**
L'Immolé, roman, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**
-
- LÉON LAFAGE**
La Chèvre de Pescadoire, 3^e édition. Vol. in-18 **3.50**
-
- JEAN GIRAUDOUX**
Provinciales, Vol. in-18. **3.50**
-
- GILBERT DE VOISINS**
Les Moments perdus de John Shag, Vol. in-18. **3.50**
-
- MAURICE MAGRE**
Conseils à un jeune homme, Vol. in-18 **2 »**
-
- DIDIER DE ROULX**
Roosje, roman. Vol. in-18 **3.50**
-
- J. GRASSET**
PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE A L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
La Responsabilité des Criminels, Vol. in-18. **3.50**
-
- GEORGES DÉHERME**
La Démocratie vivante, Vol. grand in-8° **4.50**
-
- HENRI MAZEL**
Pour causer de tout, Vol. in-18 **3.50**

Auguste Comte et son œuvre

LE POSITIVISME

Par GEORGES DEHERME

Un vol. in-16 de 128 pages, avec deux portraits hors texte,

Prix : 2 fr. 50

(GIARD et BRIÈRE, Éditeurs, 16, rue Soufflot. — PARIS)

I. Sa vie. Ses écrits. — II. Ses disciples. — III. Quelques appréciations. — IV. L'homme. — V. Pour les femmes et les prolétaires. — VI. Sur les lettrés et les bourgeois. — VII. La philosophie positive. — VIII. La sociologie positive. — IX. La politique positive. — X. Le pouvoir spirituel. — XI. La religion positive. — XII. Les utopies positives. — XIII. La morale. — XIV. Conclusion.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Action politique. Action économique. Action sociale

Par GEORGES DEHERME

*Ouvrage couronné par l'Académie française
et par la Société antiesclavagiste de France*

Un volume in-8 de 528 pages. Prix : 6 fr. (*franco* : 6 fr. 60)

BLOUD et C^{ie}, Éditeurs, 7, place Saint-Sulpice, PARIS

La Démocratie vivante

Par GEORGES DEHERME

Un volume in-8° de 402 pages. Prix : 4 fr. 50 (*franco* : 5 fr.)

BERNARD GRASSET, Éditeur, 7, rue Corneille, PARIS
